

Changer la ville, changer la vie

Atelier : « Le droit à la cité : urbanisme, arme cachée du capitalisme »

Organisé par les associations « Architectes citoyens » et « Planning ».

L'idée de l'atelier est de mettre en lumière en quoi notre urbanisme et le système capitaliste sont liés.

La phase néolibérale de l'urbanisme est caractérisée par deux tendances :

- La financiarisation du logement en général (fonds de pension, banques... se jettent sur la ville ; ce qui se traduit par des spéculations à grandes échelles et des expulsions locatives ; ex : l'avenue de la République à Marseille – tout un symbole, tant pour l'avenue que pour la République.
- La réorganisation de l'appareil productif basé sur la connaissance, au sein des métropoles. Cela se traduit par l'accroissement des entreprises centrées sur les nouvelles technologies ; la hausse des prix...

La phase industrielle du capitalisme, en France, a donné naissance aux « grands ensembles » comme forme urbanistique majoritaire. La crise des banlieues/cités est en fait l'expression de la crise du capitalisme industriel et du Fordisme, car elles n'ont plus la même fonction, à savoir le logement des travailleurs.

* **A Grenoble**, la classe sociale liée à l'économie des savoirs, a peur de la population des « grands ensembles » qui sont vus comme des espaces à récupérer et rentabiliser. La rénovation urbaine a essentiellement pour fonction de pacifier, augmenter le prix du foncier, récupérer des espaces, « gentrifier ». La propriété publique peut être un garde-fou.

* **A Marseille**, on retrouve l'ensemble de ce phénomène :

- Stratégies de récupération d'espaces ; cf dans les quartiers nord avec la construction de « gated communities » qui encerclent maintenant les cités ;
- Rénovation/destruction dans certaines cités ;
- Stratégie spéculative/expulsions en masse dans le centre-ville ;
- Centre-ville surcommercialisé ;
- Naissance des gratte-ciels privés qui dominent la ville ;
- Quartiers des affaires ;
- Harcèlement/expulsion des bidonvilles sans solutions alternatives.

« **L'association des architectes citoyens** » est née en mai 2014 sur la question du lien entre cité et citoyenneté, entre pouvoir et contre-pouvoir. La démocratie ne peut être fondée que sur les liens de proximité. Le citoyen est celui qui s'approprie sa cité ; c'est une notion différente de celle de simple habitant. L'association recherche à favoriser le droit d'expression constructif de ceux-ci par rapport à l'aménagement de leur cité.

Il faut **comprendre le pouvoir qui construit nos cités** qui est surtout le pouvoir de l'argent. Le lien est fait maintenant entre les politiques et les mafias. Question des zones vertes et inoccupées, « gangrénées » par la drogue et la délinquance.

* **A Londres** : la construction du parc olympique a été l'occasion de chasser la population qui vivait dans les zones en bordure du parc et qui était auparavant de la petite industrie. Ces espaces sont devenus des quartiers résidentiels non-mixtes. Les quartiers du centre-ville ne sont plus pour la population, mais les commerces et la finance. Le WE, ils sont vides ; la population est allée habiter à la périphérie, voire plus loin.

* **Au Bénin** : De nombreuses zones cultivables sont devenues urbanisables, mais non construites et donc sujettes à spéculation immobilière.

* **Au Burkina** : Le foncier est un problème, car il n'y a pas de loi pour ça ; ce qui fait que les responsables coutumiers vendent des terres aux particuliers. L'Etat ne défend plus la population.

Le palais présidentiel a été installé en plein quartier populaire qui a été totalement vidé. Les grandes entreprises s'approprient les villes. La population n'a plus de moyens pour vivre correctement. Il y a des tentatives de contre-pouvoir à travers des associations de coordination.

* **En grande région parisienne** : J'ai visité 6 villes autour de Paris, jusqu'au Mans. J'y ai constaté les mêmes phénomènes, les mêmes modèles : les quartiers historiques sont devenus des musées avec surtout des commerces et des banques. Les centres villes n'ont plus que des arbres dans des pots. Il y a des trams pour relier tout de même les quartiers périphériques.

* **A St Denis** : Aux alentours du stade de France, on trouve maintenant des hôtels, des bureaux, des grosses boîtes et deux catégories de personnes : celles qui vont travailler dans ces « boîtes », et les habitants de quartiers plus ou moins « pouilleux ». Il règne un climat de peur avec son lot de « sécurisation » et de non-vivre ensemble. En prime, la spéculation immobilière qui a pour effet de virer la population ancienne et populaire.

* **A Tunis** : Dans la société féodale, la ville est une excroissance de la campagne. Avec le capitalisme commercial, à partir du 15^e siècle, vont naître les petites villes qui sont une extension des zones de production manufacturières ; les paysans sont une force de travail.

Avec le capitalisme industriel au 19^e siècle, on assiste à l'accroissement des secteurs productifs. Les paysans deviennent un nouveau pôle de production. Les ouvriers doivent être près des usines. Les villes deviennent bourgeoises. Au moment où la population coloniale va s'installer, il y aura besoin de les loger ; on va expulser la population. Le politique a toujours servi le capital avec encouragement au placement immobilier et renvoi de la population vers la périphérie où elle se débrouille. Le logement en dur se fait par des voies plus ou moins légales. Après la crise sociale de janvier 1978 débouchant sur des émeutes, la Banque Mondiale apporte de l'argent dans le cadre du programme de réduction de la pauvreté et des programmes d'ajustement structurel. Mais en fait, le but est de contrôler les quartiers populaires ; il y a confusion entre « réinsertion », « rénovation » et « sécurisation », d'autant que la ceinture rouge de Tunis est vue comme un danger, car c'est un lieu d'investissement pour l'islamisme. Intégration sociale = contrôle social. Ceci dit en même temps, en 30 ans, on a introduit l'école dans ces quartiers. Il faudrait surtout lever l'obstacle foncier.

Pour changer réellement, il faut donner plus de place aux citoyens, à travers notamment les associations, et il faut former des élus. Le défi, au départ, est de créer une relation de confiance, et pour cela, on a besoin d'intermédiaires pour aller vers la population des quartiers périphériques, car on ne peut y débarquer comme ça. Il faut aussi valoriser les espaces communautaires à s'approprier, comme les places, les jardins, des maisons où se rencontrer, car des réseaux de solidarité peuvent se développer à partir d'un lieu collectif.

La révolution « jeunes »

Atelier : « Les jeunes de la Méditerranée entre apathie et révolution »

Organisé par l'association Pontes de Tunisie – site opendemocracy ; blog democracy movement.

Vu de Tunisie :

Il y a un véritable changement d'approches de la part des jeunes. On dit qu'ils ne participent pas aux associations et qu'ils ne votent pas, mais on leur demande en fait, de participer à une machine qui ne marche pas. Les politiques de Gauche comme de Droite, n'ont mené, en Tunisie, qu'à la répression. Aucun jeune n'arrive à voir ce qui a changé dans la société. Maintenant, leur stratégie est d'être là où on ne les attend pas, car ils n'ont plus aucun espoir dans l'Etat ; alors, ils ne votent pas et ne cherchent pas à être élus. Leur but est de changer d'abord la vie quotidienne, car changer la vie doit se voir concrètement, notamment à travers la liberté d'expression et la justice.

Pour que la société puisse évoluer en dehors des extrémismes, il faut une citoyenneté active, vécue avec dignité. L'espace politique, pour eux, c'est l'espace public ; l'espace internet est devenu un au-delà de l'espace public. Une synthèse est peut-être qu'il faut apprendre des anciens et écouter les jeunes et les laisser agir.

Des expériences intéressantes :

- La plateforme d'info pour la société tunisienne : Jamaiti.

Ils sont une équipe de 10 jeunes pour couvrir tous les événements dans le pays. La société civile change ; c'est un pays jeunes dirigé par des vieux politiciens et donc les jeunes ont investi ailleurs, notamment dans les 1800 associations que compte le pays ; beaucoup sont maintenant dirigées par des jeunes (18-35 ans). Pourtant, dans les dernières lois, il y a très peu de place pour les jeunes.

- A Sfax, une formation avec Capacity Building :

Le but est de faciliter l'intégration des jeunes dans la municipalité. Un groupe de jeunes peint des tags politiques dans la ville avec le symbole Z pour « justice sociale ». Plusieurs ont été arrêtés pour « fausse information » et « dégradation publique ».

- Témoignage d'un militant politique :

J'ai fait partie de ceux qui ont cru à l'engagement politique. La jeunesse n'est pas d'abord une question d'âge, mais de capacité de rupture, de force de régénération dans la société d'aujourd'hui, et de se sentir le devoir de transmettre. Aujourd'hui, nous sommes face à deux exigences : Nous sommes dans une crise que Gramsci qualifiait ainsi : « La crise, c'est quand le vieux se meurt et que le jeune hésite à naître ». Regardez en 1934 en Tunisie, les jeunes d'alors voulaient libérer le pays du colonialisme. Les partis politiques d'aujourd'hui ne sont pas dans cette dynamique, ils bricolent. La jeunesse est un souffle, un mouvement ; c'est pour cela qu'elle revendique la liberté de circulation et que certain-e-s se jettent à la mer.

Vu d'Italie :

En Italie, c'est la même chose pour les jeunes, mais il faut aller au-delà. 20% des jeunes sont dans une association et 40% dans un mouvement moins structuré. Il faut trouver de nouvelles formes d'activisme, d'engagement. Une recherche récente affirme que le monde associatif est à 50% dans le social (beaucoup de jeunes), 26% dans le socio-sanitaire, et 7% pour les droits humains. Les partis politiques sont passés de

20% à 4% en 4 années. La confiance envers les parlementaires de 30% à 4%. 55% pensent que l'existence des partis politiques n'est plus nécessaire à la démocratie.

Les jeunes gardent un intérêt pour les causes « de proximité » ; les discussions sur internet augmentent. Ils travaillent par objectifs plus que par appartenance. Ils changent facilement d'association et peuvent être dans plusieurs. Ils veulent vite des résultats, plus que des solutions à long terme.

La hausse de la précarité des jeunes y est pour quelque chose. On peut se regrouper pour une action, puis on va ailleurs. Ils critiquent les « vieux » qui ne sont pas assez concrets. Leurs mouvements spontanés peuvent vite prendre de l'ampleur, mais retomber aussi vite. Une action à Lampedusa a été menée uniquement à partir d'internet.

Quelques phrases ici et là :

- On n'a pas besoin de prendre le pouvoir, on l'a déjà par la force de l'imagination et de l'invention d'alternatives.
- Un parti représente la plupart du temps une classe sociale.
- La question politique est : de quel type d'organisation avons-nous besoin pour réaliser cet autre monde possible ?

Le « Buen vivir » en Inde

Quelques remarques qui m'ont plu :

L'austérité amène naturellement le partage et l'autoproduction. Il faut viser cela, mais à travers la simplicité de vie choisie.

Le système dominant est pervers, car il fait passer les choses importantes pour secondaires.

On se lamente sur le terrorisme et à juste titre, mais la question fondamentale est : qu'est-ce qui amène des gens à mettre des bombes ? C'est le non-sens de la vie qu'on leur impose.

Pour pouvoir changer réellement, il faut chercher à comprendre, c'est-à-dire à prendre en compte toutes les dimensions de la vie : personnelles, collectives, locales, globales, matérielles, intellectuelles, spirituelles, artistiques...

L'humain est indivisible. Il ne peut y avoir de développement humain tant que les droits fondamentaux ne sont pas accomplis. Cela passe notamment par le partage, la simplicité de vie et la transparence.

Nous n'avons pas besoin d'un parti politique alternatif, mais d'une façon alternative de faire la politique.

La victoire de la démocratie n'est pas le développement, mais le vivre ensemble.

Approche théologie et libération

Organisé par le World Forum on theology and liberation

Atelier sur le changement climatique

Dans un monde dominé par les conflits de toutes sortes, il nous faut passer du paradigme de la « guerre juste » à celui de la « paix juste » dont l'objectif est d'éviter la violence comme solution. On peut le décrire comme un processus en 10 étapes :

1. Soutenir les mouvements non-violents.
2. Favoriser des stratégies et initiatives pour faire baisser les menaces et dépasser la peur.
3. Adopter des solutions coopératives pour résoudre les conflits.
4. Reconnaître ses responsabilités dans les conflits, et rechercher la justice et le pardon.
5. Promouvoir les droits humains et la démocratie.
6. Susciter un développement juste, soutenable et durable.
7. Développer la coopération à l'international.
8. Renforcer des organismes comme l'ONU dans le sens indiqué précédemment.
9. S'attaquer au commerce des armes.
10. Fortifier les communautés de base et les associations.

La théologie est, pour nous, un moment théorique dans une praxis historique, car elle n'est pas qu'une simple idée. Nous avons besoin aujourd'hui, pour pouvoir vivre ensemble, en paix et en harmonie, de changer de paradigmes dans le rapport à « la religion » comme expression publique de la foi. Pour cela, nous devons combattre par l'action de conscientisation (et donc y compris en nous-mêmes) en rejetant deux modes de penser :

- ✓ L'exclusivisme, c'est-à-dire le sentiment que MA religion est la seule valable et a le droit de s'exprimer. Ce sentiment a beaucoup existé et persiste encore beaucoup. Il provient de sociétés qui se développaient dans des mondes fermés et dans lesquels la culture et la religion, unique, étaient indissociables. Cela s'est traduit par de nombreux conflits et guerres, notamment impérialistes.
- ✓ L'inclusivisme, c'est-à-dire l'idée selon laquelle ce que les autres religions ont de bien, provient de notre religion, et donc de nous. Cela peut s'exprimer dans la croyance que « tout enfant qui naît est chrétien ou musulman... dans l'âme » ; les autres religions ne sont qu'un chemin vers la véritable religion : la nôtre.

L'alternative, le dépassement de ces deux comportements dominateurs, est :

- ✓ Le pluralisme par lequel nous pensons que Dieu a créé et aime toutes les religions ; elles sont toutes des chemins vers la plénitude ; aucune n'a à s'imposer, juste à témoigner.

La religion est souvent perçue comme une approche globale de la vie, mais dans leur expression, les diverses religions sont prises entre la tentation de s'enfermer dans la spiritualité, voire le spiritualisme, et celle de se croire le centre du monde (les Incas disaient que le Machupichu était le centre du monde, les Juifs que c'était Jérusalem...), le « peuple élu », et de vouloir, sur cette base, régenter l'humanité à leur façon.

Pour changer ces approches, nous devons nous appuyer sur l'existence, dans chaque religion, de la notion de dialogue qui est présenté généralement comme un acte divin et spirituel de rencontre avec l'autre

(Autre). Mais cela est difficile et demande une conversion. Les buts de ce type de dialogue sont : la défense de la vie, le service de l'autre, la spiritualité de l'amour, de la contemplation et de la prière, l'affirmation de la foi.

Débat :

- A certaines époques historiques, le Judaïsme, le Christianisme, l'Islam notamment, ont (ré)uni des peuples, alors qu'aujourd'hui, on a l'impression que la religion – qui vient du mot relier – est avant tout un facteur d'identités fermées et exclusives, voire meurtrières. Aujourd'hui, l'humanité a les moyens d'une communication universelle, et pourtant nos religions sont souvent des obstacles à celle-ci.
- Je suis musulman espagnol et je milite dans une association pour le dialogue. La présentation que vous avez faite (exclusivisme – inclusivisme et pluralisme) est la vision d'une communauté chrétienne ; ça ne fonctionne pas vraiment pour l'Islam, mais je suis d'accord sur le fond.
- Maintenant, on ne parle pas de guerre, mais de violence ; cf en Irak, Palestine... Mais il faut dire haut et fort que la violence impérialiste et d'agression, ça n'est pas la même chose que la violence ou la non-violence de résistance. Par ailleurs, le dialogue, pour moi, se passe entre égaux ; or, si Dieu est au-dessus, il ne dialogue pas vraiment avec nous, par contre, il nous y invite. Dans l'Islam, on est appelé à collaborer, même entre non-égaux. Et par ailleurs, je peux penser que ma foi est la bonne, mais, au nom de cela, je n'ai pas le droit de chercher à soumettre l'autre ; le minimum est de reconnaître l'humanité de l'autre.
- Je suis d'accord pour dire que la violence d'attaque et la violence de défense ne sont pas la même chose. D'accord aussi pour affirmer que la violence est un détournement de la religion. La violence n'est pas naturelle ; elle est un mode de résolution des désaccords et des conflits. Le dépassement de la violence est un stade de développement de l'humanisation des humains et de leurs sociétés. La résistance juste est un droit, mais la difficulté vient du fait qu'à partir du moment où deux forces s'affrontent, elles se détruisent ; et qu'en adoptant la stratégie violente de l'autre que l'on combat, on risque de devenir comme lui. D'une manière générale, la non-violence peut mener à des alternatives, pas la violence.

Atelier sur la liberté de circulation

La théologie propose une réponse théologique pratique pour et à cause des pauvres. L'option pour les migrants en fait partie.

En groupe : Comment faisons-nous le lien entre la spiritualité et l'engagement politique ?

- La conception de la laïcité qui sépare l'espace public, de la religion qui serait privée, mène à la schizophrénie. C'est impossible et contraire à l'idée même de religion qui « relie » le spirituel et le concret de la vie personnelle et collective. La laïcité, à l'origine en France notamment, a mis l'accent, non sur la privatisation des convictions, mais l'idée de tolérance et de respect.
- En France, on voudrait que les Musulmans soient invisibles. Dans le Coran, Mahomet accueille chez lui tout le monde ; alors que maintenant, des Musulmans tiennent le discours : il n'y a que l'Islam.
- Certains disent qu'il y a divergence entre politique et religion, et d'autres qu'il faut faire le lien. Ce qui fait problème, en fait, c'est lorsque l'on brandit « Dieu est avec nous », avec notre camp.
- La religion n'est pas à confondre avec la spiritualité, même si elles sont liées ; la première est une forme d'organisation, la seconde une démarche. C'est elle la plus importante.

- Dans le sud de la France, nous avons vécu l'expérience d'un lieu d'accueil pour personnes en situation sociale précaire, où l'on avait des temps de spiritualité, des formes de célébrations entre Chrétiens catholiques, protestants et orthodoxes, Musulmans, Juifs et agnostiques. Elles étaient basées sur le respect, le partage et l'écoute de chaque conviction qui avait entièrement sa place. Cela a duré plusieurs années.

La politique migratoire de l'UE et la liberté de circulation

Cette politique est un véritable scandale, car elle est meurtrière. En tant que croyants, nous ne pouvons accepter cette politique des frontières qui enferment comme des prisons. Déjà, la prison est injuste, car elle ne répare ni ne résout rien. Elle l'est encore plus lorsqu'elle enferme des personnes qui n'ont commis aucun délit. Nous refusons le système capitaliste mondial qui est responsable de ces tragédies.

Débat :

- Tous les prophètes étaient des immigrés. La prophétie ne s'accomplit qu'après l'exil.
- A l'origine, les frontières n'existaient pas. La question apparaît vers le 17^e siècle avec l'idée d'Etat-Nation, c'est-à-dire l'apparition du système capitaliste. Mais maintenant, il y a deux choses contradictoires dans ce système : Il essaye d'interdire la migration, et en même temps il encourage la migration des capitaux et de la production. Le Tiers-Monde est doublement exploité, car on nous oblige, nous pousse à la migration en raison du besoin en main d'œuvre pas chère et sans droit au Nord.
- Ce type de migration est l'expression d'un système basé sur l'exploitation humaine ; c'est cela qui est antireligieux.
- La théologie doit être enracinée dans une pratique de la justice ; elle doit participer aux combats radicaux contre tout système d'exploitation.
- Le projet du Christianisme est un changement social vers plus de liberté et d'égalité. La liberté de mouvement est un droit universel. Les droits humains ne sont pas donnés par les puissants, mais le résultat de combats. Nous devons nous battre pour le droit à la libre circulation.

En groupe : Quel est le lien entre la théologie et les migrations ?

- Les migrations proviennent des guerres, de la faim, du chômage ; ce ne sont pas les migrations qui sont un problème, mais ces causes. Cf dans les Etats du Golfe où règne l'esclavage moderne ; les migrants n'ont pas le droit de quitter le pays sans l'autorisation de leur « maître », et pourtant ils se disent musulmans.
- Les religions abrahamiques appellent à marcher pour aller ailleurs, c'est le sens symbolique du pèlerinage.
- Cf dans l'Evangile (Mt 25) dans lequel Dieu, à travers Jésus, s'identifie aux pauvres ; l'étranger étant l'une de ces catégories (« j'étais étranger et vous m'avez accueilli »).
- L'hospitalité est l'âme de la religion ; accueillir est une façon d'être religieux.

Nouvelles stratégies face au capitalisme global

NB : Etaient présent-e-s plusieurs personnes étant ou ayant été membres du comité international des FSM.

Le combat contre ce système est en crise. Nous recherchions des alternatives et pas seulement des oppositions ; nous voulions faire le lien entre tous les combats. Nous ne sommes pas pessimistes, mais ça ne va pas. Le scénario dominant actuellement, ce sont les fausses alternatives provenant du néolibéralisme, orientées vers l'autoritarisme, l'enfermement des populations, des formes diverses de violence, et le faire semblant écologique pour créer de gigantesques marchés.

Que nous manque-t-il pour devenir une force de transformation et changer les rapports de pouvoir ? Nous avons des pistes en Espagne et en Grèce avec Podemos et Syriza qui combinent le mouvement populaire et le politique.

Débat : que faire ?

- Tout d'abord, ne pas croire que les néolibéraux sont si forts, car le capitalisme est aussi fortement en crise ; cf notamment la crise financière, la crise climatique et la crise du politique avec la montée des abstentions et des extrémismes. Le mouvement social doit sortir du Taylorisme militant qui sépare toutes nos luttes. Sortir du modèle de marché qui fonctionne même dans les FSM. Accroître la démocratie participative partout. Il nous faut un système alternatif d'information. Enfin, il nous faut travailler beaucoup plus dans et surtout avec les milieux populaires.
- G. Massiah : Je vois trois terrains de résistance importants aujourd'hui : Mettre en place et valoriser les alternatives, ici et là-bas ; elles ne sont pas que locales, parfois aussi nationales. Se battre pour des politiques publiques d'égalité ; avant même de penser à des prises de pouvoir. Et mener des batailles idéologiques autres que celles concernant les rapports sociaux, comme la question de la nation et celle de la religion.

La question est également : que pouvons-nous mener au niveau mondial comme lutte qui ait des chances d'aboutir ? On pensait auparavant qu'il fallait peser sur les institutions internationales, surtout l'OMC. Maintenant, nous ne savons que proposer comme stratégie alternative, en tout cas pas une internationale de partis politiques, ni d'associations.

Parmi les grands problèmes à affronter, nous avons la corruption politique, car il y a eu fusion entre la classe politique et la classe financière ; alors de plus en plus de gens se demandent : pourquoi aller voter, dans la mesure où le politique n'a plus d'autonomie ? (cf Brésil, Inde, etc...)

- G. Azam : Ils ont en tout cas gagné sur un point : la fin du politique qui représentait plus ou moins le peuple. L'enjeu est maintenant la reconquête du champ du politique qui n'est plus la même question que la reconquête des partis qui sont aujourd'hui partie intégrante du système et ne représentent plus une alternative. Il nous faut donc repenser le lien entre le mouvement social et le politique.

Pour la COP21 sur le climat (décembre 2015), il n'y aura pas de grand forum social alternatif, mais des actions de désobéissance civile, populaires et larges. Il faut désigner nos adversaires, notamment les industries des énergies. S'opposer ne peut se limiter à voter, il faut aujourd'hui désobéir par rapport à ce qui est légitime pour qu'un souffle nouveau se développe partout.

- P. Viveret : Pour sortir de la dépression, il faut voir les points faibles de l'hégémonie oligarchique et financière. Elle a besoin d'opacité sur les marchés ;

Le capital est un système fragile quand son image est mise en cause (c'est le capital-réputation ; cf Coca qui tient à 90% sur son image) ;

Leur point faible est aussi la mondialité, car elle est partagée, cf le changement climatique comme la crise financière qu'ils ne savent pas gérer. C'est la crise de la démesure.

Il nous faut créer des coalitions sur ces points faibles. Il y a dans les paradis fiscaux 26 à 32.000 milliards de dollars. Nous pourrions déduire une partie de nos impôts et la verser sur des fonds mondiaux concernant le climat.

- Un Tunisien : L'esprit de notre révolution était l'esprit des FSM, mais nous sommes aujourd'hui menacés par les conflits armés. Nous avons commencé par la lutte non-violente, mais que faire face à la violence internationalisée ? Une partie de l'élite tunisienne pense maintenant à quitter le pays. Le mouvement des femmes et des jeunes est menacé. Nous risquons de nous laisser prendre dans un conflit présenté comme de « civilisation » (Fukuyama), antioccidentaux contre antimusulmans.
- Un Brésilien : Nous risquons d'aller vers la fin des FSM, mais il ne faut pas lâcher ; il faut trouver des stratégies mondiales.
- G. Azam : Ce qui nous manque, c'est une stratégie, pas des analyses, car nous les avons.
- Il faut organiser des journées mondiales sur des grandes questions.
- La question du climat est un symptôme de l'effondrement de ce modèle.

Suite de l'atelier sur une autre plage horaire :

- Le but, ici, n'est pas de dénoncer, ni de faire des analyses, mais de poser des stratégies globales de transformation radicale, à partir du constat que le système global a beaucoup avancé : il propose des « alternatives », même si nous pensons qu'elles sont des faux semblants, et il a conquis les têtes. Le mouvement social mondial, lui, est aujourd'hui « out of game ».
- Non, il n'a pas conquis toutes les têtes ; Cf aux élections en France notamment où les abstentions et les non-inscriptions = plus de 50%.
- Il faut cibler la stratégie de désobéissance civile et de « non coopération active » de Gandhi.
- Nous pouvons continuer à nous approprier des journées internationales des Nations Unies, comme nous l'avons fait pour le 18 décembre, journée des migrants qui est devenue une journée globale d'action après la publication de la Charte Mondiale des Migrants au FSM de Dakar (2011).
- Pour une réflexion/action mondiale des sociétés civiles, nous avons deux expériences porteuses : celle de la Charte Mondiale des Migrants et celle des documents « kairos » qui associent, dans un processus très participatif, analyses, propositions, actions.
- Nous pouvons également développer la stratégie du mouvement « Sanctuary » qui relie des villes où l'on pratique l'hospitalité à l'égard des migrants et demandeurs d'asile, même lorsqu'ils passent en situation administrative irrégulière. Nous travaillons aujourd'hui à développer des « territoires du Bien Vivre Ensemble » qui lient deux exigences : vivre ensemble sans discrimination, et le « bien vivre » des Indiens d'Amérique, basé sur une conception de la société, enracinée dans les valeurs de partage et de simplicité de vie.
- Il faut donner la parole et faire connaître les expériences alternatives locales. Ce type d'atelier doit être développé partout.
- Il nous faut identifier des pistes d'actions ayant trois caractéristiques : 1. Avoir une perspective mondiale ; 2. Dans lesquelles il y a beaucoup de créativité ; 3. Sur le terrain des points de faiblesse, notamment de l'oligarchie financière.

Je vois actuellement les terrains suivants : le climat, car ils n'ont pas de véritables solutions – la guerre, car elle est toujours injuste et elle fait peur – l'évasion fiscale et la corruption, car elle est immorale et elle révolte.

- Nous devons « criminaliser » la grande richesse, car elle tue effectivement, et mettre en avant les notions de : revenu maximal – biens publics mondiaux – simplicité de vie –
- Nous ne sommes pas en manque d'alternatives, elles foisonnent. Notre problème, ce sont les blocages ; comment faire connaître, accepter et développer ces alternatives ?
- Nous devons poursuivre la critique des FSM. Il faut aussi laisser plus de places aux jeunes qui sont dans des logiques nouvelles d'action et sont parfois plus radicaux. Internet est aussi un terrain à continuer d'occuper. Il faudrait des petits FSM entre les « grands ».
- Il faudrait constituer des groupes qui reprennent la démarche que nous sommes en train de suivre. Le FSM doit continuer à être un espace de rencontre, et ne pas devenir un mouvement organisé avec une direction. Il ne faut pas définir où on va, mais vers quoi nous voulons aller, le processus que nous voulons suivre, notamment le dépassement ou la rupture avec le capitalisme. Il nous faut des espaces sur le net, notamment pour valoriser les analyses, les actions et les victoires.
- L'action des chaises menée à Bayonne, est très intéressante. C'est une action imaginée contre HSBC qui détourne de l'argent. Nous avons réquisitionné des fauteuils qui étaient dans l'entrée, comme symbole du « siège » de la banque. C'est un emprunt citoyen qui leur sera rendu quand ils rendront l'argent détourné. Nous souhaitons un procès pour vol en réunion et recel. Un groupe dans une autre ville leur a, au contraire, apporté de nouveaux sièges. L'argent récupéré devrait être placé dans un fond pour le climat.

Il y a eu aussi l'action de l'actrice Emma Thomson qui a décidé de ne plus payer ses impôts tant que HSBC ne paie pas sa dette. Il faudrait faire travailler un groupe de juristes sur ce type de désobéissance civile.

- Dans nos champs de lutte, nous devons inscrire la baisse du temps de travail salarié (2h/jour), car cela implique une rupture avec le capitalisme et la recherche constante d'argent. Ça libérerait les esprits et laisserait du temps pour militer à un vrai changement pérenne.
- Il faut poursuivre la réflexion/action sur : les droits fondamentaux, les placements éthiques, la citoyenneté mondiale, la liberté de circulation et d'établissement.
- Nous avons un point faible à résoudre : la communication. Nous devons rester en contact et développer ce type de rencontre et le faire connaître. Ne faudrait-il pas un site FSM permanent ?
- Quand on vient à un FSM, il nous faudrait assumer notre empreinte écologique, au moins en la payant sur un fond pour le climat.

Vers un changement global.

Il est annoncé au départ que le sujet n'est pas « ce qui ne va pas », mais des issues possibles, des alternatives systémiques et conceptuelles. En fait, nous entendrons des récits d'expériences de luttes pour des alternatives locales. Elles sont importantes et intéressantes, mais le thème annoncé peu visible. (JP)

- Une femme canadienne : Sur les territoires de communautés indiennes, le gouvernement voulait faire passer des pipelines. Elles se sont battues pour en faire des réserves « sans pipeline » (les traités n'ont pas encore été signés). Les pipelines ont été détournés, mais nous cherchons à imaginer maintenant, un mode de vie sans gaz pour être cohérents.
Quand de nouveaux militant-e-s se présentent, nous leur posons la question : Que pouvez-vous apporter au mouvement et à la communauté, et qu'en attendez-vous ? Ce mouvement ne se bat pas pour la souveraineté territoriale, mais pour la sauvegarde de l'avenir.
- Une femme thaïlandaise : Après le tsunami de 2004, sur un ensemble de villages de pêcheurs, beaucoup avait été détruit, notamment de nombreux puits. Certains industriels voulaient en profiter pour récupérer des terres. Nous, nous y avons vu l'occasion de reposer des bases de vie commune. Nous avons fait en sorte que les aides arrivent directement à la population. Les femmes étaient leaders ; nous avons peu utilisé la Grameen Bank.
- Gary Martin de Global Peace Fondation USA : Je vis au Maroc où 5 villages se mettent ensemble pour une politique commune sociale, culturelle et spirituelle. Il y a beaucoup de population Amazigh, pauvres et illettrés (60%). Nous avons créé un système d'éducation parallèle et complémentaire.
- Inde : Plusieurs villages se mettent en réseau pour favoriser l'accès aux biens fondamentaux, surtout concernant surtout la nourriture et l'éducation. Ils deviennent des biens communs pour le bien-être. Nous pratiquons l'autogestion et la « démocratie écologique ». Le mot d'ordre est : personne en dehors. Deux projets sont en cours : Une action pour faire en sorte que les gens ne vendent pas leur propriété, notamment à des grands groupes économiques. Et l'autre pour refuser l'exploitation de mines sur les terres des paysans. Mais, nous voyons qu'il est de plus en plus dur d'agir, à cause de lois qui accroissent le contrôle et les interdictions ; c'est une vraie question pour la démocratie.
- Afrique du Sud : Il y a beaucoup de colère contre le gouvernement et les banques au sein de la jeunesse, car en fait ça n'a pas vraiment changé. Le processus a laissé beaucoup de gens de côté, notamment les femmes et les jeunes. Beaucoup d'ONG prétendent « sauver l'humanité » ; nous sommes l'objet de projets et de programmes d'aide et il nous faudrait simplement être silencieux et polis. On en a marre de leurs projets ; ce qu'il faut, c'est réorganiser la vie ici et là-bas. Nous, nous voulons nous sauver nous-mêmes.
- Alternatiba – France : En vue du sommet international sur le climat qui se tiendra au Bourget (Paris) en décembre de cette année, nous voulons mettre en évidence, non pas des associations, mais des alternatives, dans une démarche politique de démocratie participative.
- Tunisie : Des oasis sont achetées par des grands groupes financiers pour des projets de tourisme de luxe. Depuis deux années, une action est menée dans l'une d'entre elles pour que le gouvernement reconnaisse la communauté organisée comme la véritable propriétaire de l'oasis.

Alternatiba

Le but est d'organiser la citoyenneté par rapport au changement climatique. Depuis l'échec du sommet de Copenhague en 2009, il y a une baisse de la mobilisation des mouvements. En décembre, c'est la COP21, le sommet le plus important depuis Copenhague.

Notre but est de montrer qu'il y a de véritables alternatives et que nous faisons tous des choses qui contribuent à réagir face au changement climatique. A la rencontre Alternatiba à Bayonne en 2013 nous avons eu 12.000 personnes. Il y avait un village des alternatives, des débats, des entrepreneurs, des concerts... Puis Mme Hessel a appelé à multiplier les Alternatiba. IL y en a eu 9 en 2014 ; on vise 60 en 2015 ; il y en aura aussi un en Autriche et un autre en Angleterre.

Cette année, nous faisons un tour de France en vélo ; le but est d'aller à la rencontre des gens. Nous voulons lier cette bataille à la justice sociale. A Paris en décembre, nous visons un village mondial des alternatives. Il y a maintenant une coordination. On peut être membre individuel ou associatif.

Ça marche parce qu'il y a une méthode de proposée. On parle de concret ; cf le guide que l'on trouve sur le site. Les réunions ont un ordre du jour envoyé à l'avance, un compte-rendu systématique avec des décisions et des responsables, un animateur pour donner la parole à tout le monde. La gestion des bénévoles est favorisée par la clarté sur les dates et les lieux. Le but est de trouver de nouvelles personnes par rapport à l'organisation. Pour le financement, on fait avec ou sans subventions, mais le contenu ne doit pas changer. On prévoit des bars et des lieux de vente pour l'autofinancement.

Pour l'acceptation des entreprises, il y a un comité qui décide ; il faut qu'elles proposent de vraies alternatives. Nous refusons les fausses solutions comme l'extractivisme. Nous nous situons en rupture par rapport au capitalisme, cf la charte des Alternatiba.

Nous faisons un lien avec le réseau des villes en transition.

Travail en groupe : Comment imaginer le village mondial des alternatives ? Quelles propositions ?

En vrac : Bouffe écolo - Un atelier de réparation de vélo - Une circulation en vélo dans le village - Un atelier de partage d'expositions - De la place pour les enfants - Un centre socio-professionnel - Une carte du monde sans frontière ni pays - L'utilisation d'une monnaie locale - Des espaces verts et potagers - Que faire par rapport aux visas ? Afficher quelque part les refus en les dénonçant - Des activités manuelles - Des conférences accessibles - Un système pedibus/vélobus - Un troc fringues - Des ateliers d'écriture - Un espace vide - Un atelier d'instruments de musique recyclés - Des arguments pour les gens de Droite - Des noms de rues sur les alternatives concrètes - Des murs de parole - Un atelier de citoyens-reporters - Organiser des manif qui sortent et reviennent au village ; peut-être thématiques - Le faire sur la place de la République pendant 2 jours - Faire du bruit avec des casseroles - Soigner l'esthétique - Faire des yourtes et autres habitations du monde - Faire des constructions alternatives avec de la paille, des sacs de sable... - Place à la musique de plusieurs pays et cultures - Des contes et du slam - Des ateliers participatifs - Montrer les divers modèles d'agriculture de monde entier - Montrer les façons de recycler un peu tout, notamment le plastique - Penser au retraitement de l'eau sur place ; du matériel recyclable, récupération de l'eau de pluie, des toilettes sèches - Pour les déchets : compostage, recyclage, des poules. De la vaisselle consignée - Energie : des alternateurs mécaniques via vélos, des vélos transport, des fours solaires - Des vélos musicaux - Planter dans les parcs ; des jardins sauvages sur palettes - Organiser des visites guidées - Des braderies d'échange - Une journée sans téléphone portable